



Redéfinir la prospérité

C'est le titre d'un ouvrage collectif dirigé par l'économiste Isabelle Cassiers et celui de la conférence qu'elle a tenue à l'ACRF à l'occasion des journées d'étude de septembre dernier¹. Le malaise est de plus en plus palpable face à un mode de développement qui a fait et continue à faire de la croissance une obsession alors que tant de problèmes se posent : les inégalités de plus en plus criantes, la satisfaction de vie en baisse, le nombre de pauvres qui explose, les réserves naturelles qui s'épuisent, les changements climatiques bien réels... De plus en plus de mouvements citoyens apparaissent, ils réclament autre chose que la croissance économique... Serions-nous à un tournant historique ? L'économiste ne l'exclut pas.

Le terme prospérité revêt plusieurs sens. Il signifie bonheur, bien-être, félicité mais aussi abondance, opulence, réussite, augmentation des richesses. Etre et avoir sont donc mêlés mais le second s'est imposé au détriment du premier. N'est-ce pas là, se demande l'économiste, qu'il faut trouver l'origine des difficultés dans lesquelles notre civilisation se débat aujourd'hui ? Pour changer la donne, il est urgent de redéfinir la prospérité, autrement dit de se pencher sur ce qui rend heureux.

D'où vient le PIB ?

Le PIB, le Produit Intérieur Brut, mesure toute production de biens et de services ou tous les revenus générés dans un pays pendant un an, en termes monétaires, c'est donc le total des dépenses monétaires. Produire des choux dans son jardin ou élever ses enfants n'entrent pas dans le calcul du PIB. Par contre, selon de nouvelles règles européennes, celui-ci doit inclure les revenus provenant de la prostitution, de la drogue et de la contrebande ! Le PIB a été considéré pendant plus d'un demi-siècle comme le principal indicateur de progrès économique et social. On a donc assimilé la croissance économique à l'amélioration du bien-être pour tous. C'est cette relation qui est aujourd'hui remise en cause. Il faut dire que la comptabilité nationale n'a pas été inventée dans n'importe quel contexte. Elle date de l'après Deuxième Guerre mondiale. Les grandes puissances européennes sont meurtries et l'économie détruite. Après avoir souffert de grandes privations, la population européenne aspire au bien-être matériel. Les Etats-Unis se profilent comme le leader incontesté du « monde libre ». C'est le point de départ de la Pax Americana.

Les pactes sociaux de l'époque s'accordent pour considérer positivement la croissance. Alléger est fait au marché mais les travaux de John Keynes, considéré comme un des théoriciens de l'économie les plus influents du XX^{ème} siècle, vont influencer la manière de concevoir le rôle de l'Etat : la grande dépression des années 30 a montré que les marchés sont incapables de générer le plein emploi, l'Etat doit donc intervenir pour piloter

¹ Isabelle Cassiers et ali, Redéfinir la prospérité, éditions de l'Aube, 2011.

l'activité économique. Ce sont les années de la social-démocratie qui s'étendent de 1945 à 1975. La sécurité sociale apparaît. Au plan international, deux grandes forces géopolitiques s'imposent : les Etats-Unis et l'URSS avec deux modèles économiques qui s'opposent : l'économie de marché et l'économie dirigée. Mais les pactes sociaux se sont érodés et les idées de Keynes ont été remises en question. On a pourtant continué à affirmer que plus de croissance était le gage de plus d'emplois, de plus de recettes pour l'Etat et par conséquent de plus de bien-être pour tous.

Ce que le PIB ne dit pas....

Pour Isabelle Cassiers, les objectifs de croissance du PIB sont inadaptés aux défis du XIX^{ème} siècle. Ni les finalités ni les questions d'équité ne sont prises en compte, ce qui marque la rupture avec le modèle social-démocrate. La santé sociale et la satisfaction de vie ne sont pas davantage considérées. Les inégalités de revenus n'ont cessé de croître. Or, aux Etats-Unis, durant la période du New Deal, la politique interventionniste mise en place par le président Franklin Roosevelt pour lutter contre les effets de la grande dépression, les richesses des 10% les plus riches avaient fortement diminué. A la fin des années 70, la tendance est à la baisse des impôts et à la diminution de la redistribution.

Le PIB ne dit rien sur la répartition des richesses et la majorité des citoyens ne se reconnaissent plus dans les statistiques nationales. Plus les inégalités s'accroissent, plus les problèmes sociaux se multiplient. Depuis les années 70, la santé ne s'améliore plus alors que le PIB continue à augmenter. Il ne dit rien des résultats réels. Des enquêtes montrent que la satisfaction des citoyens est mitigée et, aux Etats-Unis et au Japon, on constate même qu'elle baisse alors que le PIB augmente. Celui-ci ne dit rien du ressenti.

Il ne dit rien non plus de l'état des réserves naturelles. La comptabilité nationale a été conçue à une époque où on ne s'en souciait guère. Aujourd'hui, nous avons pris conscience de leurs limites. Depuis 1976, nous dépassons même les capacités naturelles de la planète. Dans son Rapport 2014 sur l'état de la planète, le WWF montre que si chaque personne dans le monde menait le même mode de vie que chaque Belge, il faudrait 4,3 planètes !² Mais comment évaluer ce patrimoine naturel ? Comment donner un prix à une espèce en danger, à l'air, à l'eau... ? L'indicateur monétaire ne convient pas !

Bonheur contre richesses : le cas du Bhoutan....

Dès 1972, le Bhoutan, un petit pays, situé entre l'Inde et la Chine, livre au monde une autre manière de considérer les choses : pour lui, ce n'est pas le PIB qui compte mais le BNB, le bonheur national brut des citoyens.

Les Nations Unies se sont emparées de la question et, en 1990, elles définissent un indicateur de développement humain (IDH). L'OCDE, l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, organise un Forum mondial sur le même thème en 2007 débouchant sur la création d'un indicateur du mieux vivre. Il y aura en France en 2009 la Commission Stiglitz et un Forum pour d'autres indicateurs de richesses.

² www.wwf.be

Les institutions européennes et les syndicats se pencheront à leur tour sur de nouveaux instruments de mesure de la richesse des nations. En 2012, la Région wallonne propose 5 indicateurs complémentaires au PIB et la Belgique fédérale introduit des indicateurs de qualité de vie, de développement humain, de progrès social et de soutenabilité économique.

Ces propositions peuvent nous aider à changer de logique pour percevoir l'économie comme un moyen au service de finalités dans les limites de la planète. Le cas du Bhoutan est interpellant. En termes de richesses (PIB), le Luxembourg occupe le premier rang, idem en termes de satisfaction des habitants. Les Etats-Unis se placent au 9^{ème} rang des richesses mais au 23^{ème} pour la satisfaction de la population. Le Bhoutan, lui, est à la 106^{ème} place pour ce qui est des richesses mais à la 8^{ème} pour la satisfaction des habitants, soit au niveau du Canada et de la Finlande. Pourtant, les conditions de vie y sont plutôt rudimentaires.

Il ne s'agit pas bien sûr de copier les Bhoutanais, leur culture et leurs traditions bouddhistes ne sont pas les nôtres mais il est remarquable de constater que ce qui anime les dirigeants du pays, c'est le bonheur des citoyens. Les autorités ont essayé de trouver des indicateurs pour mesurer non pas le bonheur lui-même mais les conditions sociétales favorables à ce dernier. Ils ont défini 9 domaines : la diversité écologique, les conditions de vie, l'usage du temps, la diversité culturelle, la vitalité communautaire, la bonne gouvernance, la santé, l'éducation et le bien-être psychologique. Le revenu est un des 33 sous-indicateurs.

Pour calculer le bonheur national brut, les dirigeants ont introduit un seuil de suffisance. Combien faut-il de chaque domaine pour être heureux ? Ils mettent la barre quelque part et calculent les besoins à partir de ce seuil. Une manière de rompre avec le toujours plus de nos sociétés de consommation.

Vers une société résiliente ?

Les Bhoutanais proposent de regarder le monde avec d'autres lunettes. Ils veulent reconsidérer le développement sous l'angle du bonheur plutôt que des richesses, réorienter l'humanité vers les services et développer une éthique de la coopération. Ils sont convaincus qu'il existe une interdépendance entre les êtres et que la compétition détruit au contraire de l'altruisme.

On se trouve ici dans des choix de valeurs. C'est à chaque société de trouver les moyens démocratiques pour définir ses besoins. Pour Isabelle Cassiers, nul doute que nous nous trouvons à un tournant dont il nous faut saisir l'ampleur. Il faut, selon elle, oser la radicalité de la pensée, promouvoir une gouvernance réflexive, mettre en place un principe de satiété, repenser la solidarité et transformer le monde et nous-mêmes. Elle suggère de créer des lieux de débat où se construiront démocratie participative et actions communautaires. Adopter des comportements cohérents est indispensable car nombreux sont ceux qui partagent des idées mais ne vont pas jusque-là. C'est valable aussi au plan politique. Ainsi la Région wallonne a pris un décret sur des indicateurs alternatifs au PIB mais l'appliquer relève du politique.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF – Plein Soleil

*Cette analyse est disponible en format PDF sur notre site Internet
www.acrf.be/Publications/Analyses/Analyses_2014*

L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites.

Toutefois, n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Merci !

ACRF – Femmes en milieu rural - ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Daisy Herman

www.acrf.be – contact@acrf.be



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie - Bruxelles